

N° 31/CA du Répertoire

N° 2010-087/CA1 du Greffe

Arrêt du 17 avril 2014

Affaire : ZEVOUNOU Romain

C/

**Ministre du Travail et de la
Fonction Publique**

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Parakou du 08 Octobre 2010 enregistrée au greffe de la Cour Suprême le 02 novembre 2010 sous le n° 600/GCS, par laquelle Monsieur ZEVOUNOU Comlan Romain, en service au CeRPA Borgou-Alibori, B.P. 49 Parakou, a saisi la Cour Suprême d'un recours en annulation de la Lettre N° 446/MTFP/DRSC/SPEES/DPES du 17 août 2009 du Directeur de la Réglementation et du suivi des carrières, subordonnant son reclassement dans le corps des Secrétaires des Services Administratifs à un recrutement interne effectué en fonction des besoins contenus dans le plan de recrutement annuel du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;

Vu la lettre du 21 décembre 2010, enregistrée le 30 décembre 2010 sous le n° 732/GCS, par laquelle le requérant a fait parvenir au greffe de la Cour son mémoire ampliatif ;

Vu la Lettre n° 0104/GCS du 17 janvier 2011, communiquant la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées à Monsieur le Ministre du Travail et de la Fonction Publique, pour ses observations. ;

Vu la Lettre n° 241/ MTFP/DC/SGM/DGFP/DCA/SEC du 11 février 2011, enregistrée au Greffe de la Cour le 14 février 2011, sous le numéro 128/GCS, par laquelle le Ministre du



[Handwritten signature]

Travail et de la Fonction Publique a fait parvenir à la Cour son mémoire en défense ;

Vu la lettre n° 0487/GCS du 18 mars 2011, transmettant le mémoire en défense du Ministre du Travail et de la Fonction Publique au requérant, pour sa réplique éventuelle ;

Vu le Reçu n° 4026 bis du 09 décembre 2010 constatant le paiement de la consignation légale par le requérant ;

Vu la Loi n° 90-92 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;

Vu la Loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation fonctionnement et attributions de la Cour Suprême ;

Vu la Loi n° 2004-20 du 17 août 2007, portant règles de procédure applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour Suprême ;

Vu toutes les autres pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la Loi :

EN LA FORME

Considérant que l'article 32 de la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour Suprême dispose : « *Le délai du recours pour excès de pouvoir est de deux mois.* »

Avant d'exercer ce recours, les requérants peuvent présenter dans ce même délai de deux(2) mois, qui court de la date de publication de la décision attaquée ou de sa notification

l

ou de la connaissance acquise, un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.

Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois susmentionnée... »

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que la décision attaquée a été portée à la connaissance du requérant le 20 novembre 2009 ;



Qu'il s'ensuit que le recours introduit par l'intéressé à la date du 29 octobre 2010, soit plus de onze (11) mois après la date à laquelle il a eu connaissance de ladite décision, n'est pas conforme au délai prescrit par l'article 32 susvisé ;

Que ce recours est, dès lors, irrecevable.

PAR CES MOTIFS,

DECIDE

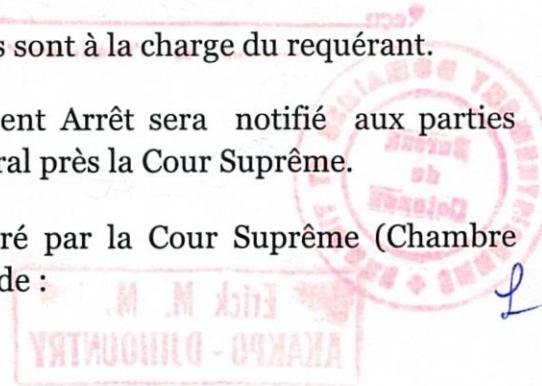
Article 1^{er} :

Le recours en annulation introduit par Monsieur ZEVOUNOU Comlan Romain le 29 octobre 2010, contre la Lettre N° 446/MTFP/DRSC/SPEES/DPES du 17 août 2009 du Directeur de la Réglementation et du suivi des carrières est irrecevable ;

Article 2 : Les frais sont à la charge du requérant.

Article 3: Le présent Arrêt sera notifié aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative), composée de :



Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI
et
Victor D. ADOSSOU

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-sept avril deux mille quatorze la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus et en présence de :

Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Maître **Hortense LOGOSSOU-MAHMA,**

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur,

Grégoire ALAYE

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

Le Greffier.

Hortense LOGOSSOU-MAHMA

DE = 10.000

Enregistré à Cotonou le 30/04/14
43 Case 1704
Recu dix mille Francs

Ministère de l'Enregistrement



Erick M. M.
AKAKPO - DJIHOUNTRY